

Adelphe Achille SAA LAPA

Université Catholique d'Afrique Centrale, Cameroun

Connaissance des structures de financement et développement des projets des femmes rurales

Résumé

La contribution de la femme au développement économique est un fait établi (Minniti, 2010). La femme rurale est très active dans cette contribution et a besoin pour le développement de ses projets, de financement. Le financement d'un projet, d'une activité, a toujours été une question importante car c'est après son obtention que la décision de création devient certaine. Diverses structures qui ont dans leur mission d'accorder des fonds sous certaines conditions, aux agents économiques dans le besoin, ne s'intéressent pas toujours aux acteurs du secteur informel dont la femme rurale. Pour pallier à cette difficulté, l'Etat camerounais a mis sur pied des structures de financement des très petites entreprises comme le PIAASI, le PAJER-U, le FNE, mais qui sont très peu utilisées par la femme rurale ; ce, à cause de son ignorance et/ou de sa méconnaissance de ces structures. Aussi, se retourne-t-elle vers des sources de financement informelles. La présente étude exploratoire détermine le niveau de connaissance des sources de financement par les promotrices, afin d'améliorer la compréhension de l'accès au financement de la très petite entreprise et propose des voies d'amélioration.

Mots clés : femme entrepreneure, financement, financement étatique.

Connaissance des structures de financement et développement des projets des femmes rurales

Adelphe Achille SAA LAPA

Docteur ès Sciences de Gestion

Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC)

BP 11628 Yaoundé Cameroun

saalapa@yahoo.com

Résumé

La contribution de la femme au développement économique est un fait établi (Minniti, 2010). La femme rurale est très active dans cette contribution et a besoin pour le développement de ses projets, de financement. Le financement d'un projet, d'une activité, a toujours été une question importante car c'est après son obtention que la décision de création devient certaine. Diverses structures qui ont dans leur mission d'accorder des fonds sous certaines conditions, aux agents économiques dans le besoin, ne s'intéressent pas toujours aux acteurs du secteur informel dont la femme rurale. Pour pallier à cette difficulté, l'Etat camerounais a mis sur pied des structures de financement des très petites entreprises comme le PIAASI, le PAJER-U, le FNE, mais qui sont très peu utilisées par la femme rurale ; ce, à cause de son ignorance et/ou de sa méconnaissance de ces structures. Aussi, se retourne-t-elle vers des sources de financement informelles. La présente étude exploratoire détermine le niveau de connaissance des sources de financement par les promotrices, afin d'améliorer la compréhension de l'accès au financement de la très petite entreprise et propose des voies d'amélioration.

Mots clés : femme entrepreneure - financement – financement étatique

Introduction

La question du financement de petites et très petites entreprises (TPE) intéresse plusieurs auteurs (Haines et *al.*, 1999 ; Coleman et Robb, 2009 ; Coleman, 2000 ; Lee et Denslow, 2004). Des idées convergentes et divergentes se sont développées en ce qui concerne le degré de connaissance des sources de financement des TPE. Il existe pour elles une multitude de bailleurs de fonds : les caisses villageoises et les tontines, les mutuelles d'épargne et de crédit les organisations non gouvernementales de microcrédit, les établissements de micro finance et les banques commerciales. L'échec de plusieurs petites entreprises est dû à l'asymétrie d'information et la faiblesse de relation entre les banques de microcrédit et les entreprises (Founanou et Ratsimalahelo, 2011). La relation entre la connaissance des structures de financement étatiques et le développement des projets par les femmes rurales constitue la problématique à la base de notre étude. En d'autres termes, quelle influence la connaissance des structures de financement étatiques peut-elle apporter au financement des projets des femmes rurales ? En effet, le profil de la femme rurale entrepreneur offre à cette dernière des opportunités de financement malgré les discriminations qui entravent son épanouissement dans ce domaine. La contribution du financement dans le développement de l'activité économique ainsi que du bien être social semble démontrée (Perren, 1999 ; Tchankam, 2005). L'accès au financement posant problème dans un contexte où les banques et autres établissements de crédit sont réticents à financer cette souche de la population, car les banques se montrent craintives quant à l'octroi des crédits (Hill et *al.*, 2006), la participation de l'Etat est une solution à considérer ; solution devant permettre entre autres d'accroître le développement des TPE des femmes rurales via le financement. Avant de proposer des voies pour l'amélioration du financement de la femme rurale entrepreneur, nous présenterons dans un premier temps l'importance de la femme rurale dans le développement ainsi que les difficultés qu'elle rencontre dans l'obtention de son financement ; ensuite, à travers une étude exploratoire, nous déterminerons la connaissance par la femme rurale entrepreneur, des structures de financement de l'Etat.

1. Femme entrepreneure et financement du développement

1.1 La femme entrepreneure

Les motivations de la gent féminine dans le démarrage d'une affaire sont généralement : le besoin d'accomplissement, le désir d'indépendance, la nécessité d'un travail satisfaisant et des raisons économiques. Elle se consacre plus à des activités " féminisées " telles que la santé, l'éducation, la finance et les services commerciaux (Hill et *al.*, 2006).

Un intérêt particulier est porté vers les femmes car elles sont considérées comme les « actrices privilégiées du développement » (Tchankam, 2005). Tchankam (2005) rappelle qu'en 1998, 85% de la clientèle du programme de financement de l'USAID (*United States Agency for International Development*) était des femmes. « Faire un crédit à une femme, c'est lui donner du crédit ». C'est pourquoi, les organismes qui se battent pour l'autonomie de la femme permettent à cette dernière de gagner en autorité. Leur participation au bien-être social serait plus importante que la contribution résultant des activités des hommes (Minniti, 2010). Le nombre de femmes entrepreneurs est cependant moins élevé que celui des hommes.

Elles sont souvent victimes de discrimination car considérées par la conception sociale comme « pas assez sérieuses pour monter un projet » (Hisrich et Brush, 1984). La plupart des

établissements financiers sont moins enclins à accorder des financements aux femmes parce qu'elles représentent un risque plus grand, même si elles disposent de ressources et expériences identiques à celles des hommes (Fay et Williams, 1991). De plus, Orhan (2001) a démontré qu'en France, les banques et autres établissements financiers exigeaient des taux d'intérêt plus élevés et plus de garanties des femmes entrepreneurs, comparativement à ce qui était demandé aux hommes, pour financer le même type d'activités dans des conditions similaires. Ainsi seraient-elles moins aptes à monter un projet viable par rapport au genre masculin. C'est ce que révèlent Gatewood et *al.* (2009) en soulignant que plus rapidement, plus de femmes ont abandonné l'entrepreneuriat que les hommes, créant ainsi une barrière aux autres femmes entrepreneurs malgré les efforts qu'elles peuvent mettre à rechercher des financements, avec le préjugé qu'elles vont aussi bien que les autres, abandonner en chemin, avec tous les désagréments qu'aura à subir le bailleur de fonds. Aussi, les femmes doivent-elles s'autofinancer, en apportant jusqu'à 60% de leur capital de départ elles-mêmes (Fay et Williams, 1991). Leur expérience dans la gestion financière reste un problème car elles n'ont pas les méthodes de management requis pour optimiser leur activité. Par ailleurs, l'aide financière est ainsi plus difficile lorsqu'il s'agit de la TPE car la rentabilité et le recouvrement des créances sont plus douteux.

1.2 Le financement du développement

1.2.1 La difficulté liée aux sources traditionnelles

Le financement de la TPE est encore pour nos économies, source de préoccupations. Leurs sources de financement sont pour la plupart « alternatives » (Tchankam, 2005). Concrètement, elles proviennent du secteur formel constitué d'ONG et d'établissements de micro finance, comme du secteur informel constitué des tontines et des caisses villageoises. Pourtant, il est clairement établi que le financement a une place incontestable dans le développement durable (Tchankam, 2005). Pour lui, le financement engendre le progrès social avec une amélioration des conditions de vie, une bonne alimentation familiale, une éducation assurée, des soins médicaux et autres encore ; car, l'accroissement des revenus dû à la relance d'une TPE entraîne une augmentation de l'épargne et garantit ainsi la sécurité des plus démunis. De même, Gatewood et *al.* (2009) certifient que les structures les plus performantes sont alimentées par des financements externes et qu'un capital suffisant permet au promoteur de développer son produit, d'intégrer et étendre le marché plus vite et de manière plus pérenne. D'ailleurs, parmi les quatre vecteurs de croissance des TPE identifiés par Perren (1999), se trouve l'accès aux ressources. Coleman (2000), quant à lui, note que le capital est l'un des facteurs majeurs permettant aux petites entreprises d'innover, de croître et de créer des emplois.

Cependant, malgré les avantages qu'ils proposent tels que la formation, les conseils et les guides fournis aux TPE, les financements alternatifs sont fragilisés par une mauvaise circulation de l'information et des coûts financiers et des coûts de transactions plus élevés par rapport aux concurrents tels que les usuriers.

Le développement de la TPE en Afrique restera un problème tant que l'accès aux crédits bancaires sera limité (Founanou et Ratsimalahelo, 2011), d'où une solution dans l'intervention de l'Etat.

1.2.2 Vers une solution : participation étatique dans le développement des TPE.

L'implication des politiques publiques dans le financement des petites et très petites entreprises est d'intérêt général (Brush et *al.*, 2002). Pour consolider le système financier et le rendre plus efficace et plus transparent, l'Etat pourrait mettre en œuvre des réglementations et appuyer financièrement les institutions, jouant ainsi un rôle fondamental dans le financement des projets des TPE. C'est dans ce sens qu'intervient la question pourquoi ne pas restaurer les banques publiques ? (Founanou et Ratsimalahelo, 2011).

Tirées du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi du Cameroun (DSCE), quelques politiques vont être mises en œuvre pour le développement des TPE :

- Les autorités comptent promouvoir l'auto-emploi pour accompagner le développement des secteurs porteurs de croissance, notamment dans les secteurs du rural, de l'artisanat et des services. Il en attend spécifiquement, une contribution importante à la réduction à moins de 50% du sous-emploi visible et à la migration du secteur informel vers le secteur formel de l'économie. Dans cette optique, le DSCE promeut la participation égale des hommes et des femmes à la vie publique ; sa politique vise le développement socio-économique à travers la réduction des inégalités qui affectent le Genre (Tommo Monthe, 2009).

Le secteur rural, en cohérence avec la politique de développement de grandes exploitations agricoles, des mesures incitatives seront prises pour faciliter l'installation des diplômés des écoles d'agriculture, à travers : (i) la formation au montage de projets agricoles d'envergure ; (ii) la facilitation de l'accès aux crédits et, (iii) la facilitation de l'accès aux intrants agricoles modernes.

D'un autre côté, la réalisation de certains grands projets entraîne souvent le développement d'activités connexes dont les habitants des localités riveraines devront tirer profit. Ainsi, des formations spécifiques, selon la nature des projets, seront développées en vue de faciliter l'insertion de ces populations dans lesdites activités. Au vu de l'immense potentiel dont dispose l'artisanat, le Gouvernement entend le revaloriser dans toutes ses composantes, pour en faire un espace véritablement attractif, générateur d'emplois, de revenus et de croissance. Dans le secteur des services, des programmes spécifiques en appui à la stratégie de développement des filières porteuses (confection, tourisme etc.), seront mis en œuvre pour favoriser l'installation des jeunes issus des établissements de formation professionnelle.

- Migration du secteur informel vers le secteur formel : la stratégie portera principalement sur l'accompagnement des acteurs du secteur informel pour organiser leurs activités en très petites entreprises (TPE) à travers : (i) une réglementation souple sur la fiscalité ; (ii) la facilitation de l'enregistrement administratif, y compris la sécurité sociale ; (iii) la formation dans le but d'aider ces acteurs à mieux suivre leurs activités par la tenue d'une comptabilité légère et, (iv) l'aide à l'installation et aux financements.

Les femmes pourraient dès lors se rapprocher des institutions et organismes étatiques qui ont dans leurs missions l'application effective des objectifs du DSCE (Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi). Il faut dire que le gouvernement camerounais a mis en place un certain nombre de structures dans ce cadre (annexe), dont les plus importantes semblent être :

- Le FNE (Fonds National de l'Emploi) ;
- le PAJER U (Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine) ;
- le PIAASI (Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel).

2. Enquêtes, résultats et analyses

Nous avons administré un questionnaire direct aux femmes rurales propriétaires d'activités commerciales dans la ville de Yaoundé. Nous avons ainsi réalisé l'enquête dans les quartiers d'OBILI, de BIYEM-ASSI, de MENDONG et d'ESSOS, principalement au niveau des marchés. Nous avons eu 58 réponses dont 16 n'étaient pas exploitables car les questionnaires correspondant avaient très peu de réponses. Une analyse descriptive des informations obtenues a permis de dégager des constats sur la connaissance des structures de financement, notamment les structures étatiques et entrevoir les pistes d'amélioration au niveau du financement.

2.1 Description de l'échantillon

Un échantillon de 42 personnes représentant la population féminine rurale de la ville de Yaoundé, nous a permis de faire un constat général sur la connaissance des sources de financement des très petites entreprises dont l'activité principale est la couture, la restauration, l'institut de beauté, l'alimentation ou l'élevage...

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon suivant les activités

Activités	Nombre	Pourcentage
Couture	6	14,29%
Salon de coiffure	9	21,43%
Restauration	6	14,29%
Prêt à porter	3	7,14%
Elevage	3	7,14%
Poissonnerie	1	2,38%
Alimentation	6	14,29%
Quincaillerie	1	2,38%
Cordonnerie	1	2,38%
Infographie	2	4,76%
Décoration	4	9,52%
Total	42	100%

2.2 Résultats et analyses

2.2.1 Une très faible présence des structures de financement étatiques

L'origine des fonds pour la mise en place des activités de ces femmes est pratiquement la même, avec 33% provenant de l'entourage c'est-à-dire la famille, les amis et autres relations ; 38% de l'épargne ; 23% des tontines; 12% des établissements de micro finance. Seulement 4% de ces sources proviennent des organismes mis en place par l'Etat. A l'exception de ces structures étatiques qui sont presque ignorées, toutes les différentes sources sont connues des agents à besoin de financement, mais leur utilisation est limitée. Les femmes rurales évoquent comme raisons de cette relativement faible utilisation des sources de financement : des coûts d'emprunts élevés, des procédures longues, la dépendance sur la durée.

Tableau 2 : Différentes sources de financement utilisées

Sources de financement utilisées	Pourcentage
Apport personnel (économies)	38,10%
Banques	0,00%
Etablissements de microfinance	11,90%
Tontines	23,81%
Famille, entourage	33,33%
Structures étatiques (PAJER U, PIASSI, PIFMAS, ...)	4,76%

Tableau 3 : Connaissance des structures de financement

Structures de financement	Connaissance
Structures étatiques (PAJER U, PIASSI, PIFMAS, ...)	4,76%
Banques	61,90%
Etablissements de microfinance	23,81%
Tontines	71,43%

Les réponses recueillies auprès des femmes entrepreneurs tendaient vers un souhait d'amélioration des sources de financement, une baisse des taux d'intérêt, l'assouplissement des procédures ainsi que la prospection, car, la difficulté principale au lancement de leur activité était le financement.

Tableau 4 : Difficulté majeure lors de la création de la TPE

Difficulté majeure à la création	Pourcentage
Aucune	7,14%
Financement	66,67%
Local (emplacement)	21,43%
Procédures longues	4,76%
Total	100%

Le financement occupe une place prépondérante dans le développement de leurs activités. C'est ainsi que 67% des femmes interrogées ont reconnu que c'était la difficulté fondamentale au moment de la création de leur entreprise. Ce résultat va dans le sens de Lee et Denslow (2004) qui trouvent que l'accès au capital est un problème dans les premiers moments du développement des entreprises possédées par les femmes. Les femmes ne recherchent pas ce financement auprès des structures étatiques dont la connaissance les aurait aidées à créer une entreprise ou à stimuler la croissance d'une entreprise existante ; ce essentiellement parce que leur connaissance de ces structures est très faible. Ces structures ont pourtant le principal avantage d'octroyer des crédits avec des taux d'intérêts relativement bas (6% contre un minimum de 13% au niveau des établissements de crédit). Cette situation remet en cause la communication sur ces structures. S'il est admis que ce sont des structures qui communiquent via la radio et la télévision, il faudrait s'interroger sur la régularité de ces communications,

l'accès des femmes en recherche de financement à ces média et explorer des voies de communication de proximité. Un bénéficiaire de ces programmes affirmait récemment sur les média que ces structures sont très peu connues de la population.

Sur un autre plan, lorsque l'on s'intéresse aux raisons de la non utilisation des autres moyens de financement connus par ces femmes, les réponses sont très variables mais révèlent l'absence d'indépendance (aversion au risque) comme raison principale avec un pourcentage de 37,5%, suivie de la raison liée au taux bancaires élevés (25%).

Tableau 5 : Non recours aux autres sources de financement

Raisons du non recours aux autres sources de financement	Pourcentage
Ignorance sur éligibilité	12,50%
Procédures longues	12,50%
Absence d'indépendance	37,50%
Taux bancaires élevés	25,00%
Fonds tontines insuffisants	12,50%
Total	100%

Au regard de ce constat, quelles sont les voies d'amélioration du financement des TPE appartenant aux femmes rurales ?

2.2.2 Voies d'amélioration du financement des TPE

Nous évoquerons tout d'abord l'amélioration de la communication sur les structures étatiques d'aide au développement via le financement. Les cibles potentielles ont besoin d'être au parfum de l'information pour pouvoir l'utiliser.

Les femmes utilisant en majorité leurs épargnes pour la création de leur micro entreprise, évoquent à plus de 37% l'aversion au risque (absence d'indépendance) comme raison du non recours aux autres sources de financement. Lorsque l'on sait que les structures de financement étatiques octroient des crédits dont le remboursement prévoit le paiement d'intérêts et que l'endettement n'est pas synonyme de mauvaise performance pour l'entreprise, l'on peut se demander si la connaissance de ces structures suffira à l'accroissement de leur utilisation par cette couche de la population.

Constantinidis et *al.* (2006) pensent que les caractéristiques personnelles des femmes entrepreneurs, de même que leurs perceptions et préférences, ont un grand impact sur leur capacité à mobiliser des financements. Ici, le niveau d'étude est pour la plupart celui du secondaire (tableau 6). Or Barringer et *al.* (2005) notent que les dirigeants des entreprises en forte croissance sont les plus diplômés. De même, Kirby (1990) relève l'importance de l'éducation et notamment en management dans le développement des petites entreprises.

Pour la demande de crédit, les informations sollicitées par les structures de financement demandent à ces femmes rurales d'élaborer une représentation de l'estimation de leurs charges et produits prévisionnels qu'elles sont très peu à comprendre et donc à produire. Il serait par conséquent intéressant de prévoir un accompagnement des femmes rurales pas

seulement dans le cadre du remplissage des documents en vue de la demande de prêt mais également pour un renforcement de leurs capacités dans divers domaines, notamment, dans la formation en techniques de management, dans la place de l'endettement au sein de cette couche sociale et dans la croissance d'une activité ; la société civile pourrait utilement apporter sa contribution.

Tableau 6 : répartition de l'échantillon suivant le niveau d'étude

Niveau d'étude	Pourcentage
Primaire	26,19%
Secondaire	66,67%
Supérieur	7,14%
Total	100%

Conclusion

Au terme de notre recherche, il ressort que la femme entrepreneur a un problème d'accès au financement établi par d'autres études. Ce problème est relevé dans les petites et les très petites entreprises (TPE). Le financement de la TPE n'est pas évident, car les structures de financement ne sont pas toujours prêtes à lui octroyer des crédits. Une solution à ce problème est fournie par l'Etat, qui soucieux du développement de ses TPE, met à leur disposition des crédits à taux très réduits via ses projets d'aide au développement (PAJER U, PIAASI, ...). Seulement, pour en bénéficier, la femme rurale promotrice de TPE doit au moins connaître leur existence. L'étude exploratoire réalisée auprès de TPE détenues par des femmes dans la ville de Yaoundé, montre que la connaissance des structures de financement étatiques par ces femmes, reste très faible. Il est important, dès lors, de développer une communication de proximité pour améliorer cette connaissance et par conséquent leur accès au financement.

Annexe : liste de quelques structures de financement et leur ministère de rattachement

STRUCTURES	MINISTERES RATTACHES
FNE (Fonds National de l'Emploi)	Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle
PAJER-U (Programme d'appui à la jeunesse rurale et urbaine)	Ministère de la jeunesse et de l'éducation civique
PADC (Programme d'appui au Développement Communautaire)	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
PIAJA (Programme d'appui à l'installation des jeunes agriculteurs)	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
PIJE (Promotion Initiative Jeune pour l'Emploi)	Ministère de l'Elevage, des Pêches et Industries Animales
PIASI (Programme intégré d'appui aux acteurs du secteur informel)	Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Bibliographie

- ARLOTTO J., CYR A., MEIER O., PACITTO J-C., Très petite entreprise et croissance : à la découverte d'un continent inexploré. *Revue management et avenir*, n°43, p 16-36
- BARRINGER B., JONES FF., NEUBAUM D., A quantitative content analysis of the characteristics of rapid-growth firms and their founders, *Journal of Business Venturing*, 2005, vol.20, pp 663-687
- BRUSH, C. G., CARTER, N. M., GREENE, P. G., HART, M. N. et GATEWOOD, E., The role of social capital and gender in linking financial suppliers and entrepreneurial firms : a framework for future research, *Venture Capital*, 2002, Vol. 4, No. 4, pp. 305-323.
- CARTER, S. et ROSA, P., The financing of male and female owned businesses, *Entrepreneurship and Regional Development*, 1998, Vol. 10, No. 3, pp. 225-241.
- COLEMAN, S., Access to capital and terms of credit: a comparison of men and women-owned small businesses, *Journal of Small Business Management*, 2000, Vol. 38, No. 3, pp. 37-52.
- COLEMAN, S. et ROBB, A., A comparison of new firm financing by gender : evidence from the Kauffman Firm Survey Data, *Small Business Economics*, 2009, Vol. 33, No. 4, pp. 397-411.
- CONSTANTINIDIS C., CORNET A., ASANDEI S., Financing of Women-Owned Ventures: The Impact of Gender and Other Owner- and Firm-Related Variables, *Venture Capital*, Avril 2006, vol 8, n°2, pp. 133-157
- FAY, M. et WILLIAMS, L., Sex of applicant and the availability of business 'start-up' finance, *Australian Journal of Management*, 1993, Vol. 16, No. 1, pp. 65-72.
- FOUNANOU M., RATSIMALAHELO Z., Financement des petites et moyennes entreprises en Afrique subsaharienne : faut-il restaurer les banques publiques de développement? *La Revue des Sciences de Gestion, Direction et Gestion*, n°249-250, mai-août 2011, pp. 105-112
- GATEWOOD, A. L., BRUSH, C. G., CARTER, N. M., GREENE, P. G. et HART, M. N., Diana : a symbol of women entrepreneurs' hunt for knowledge, money and the reward of entrepreneurship, *Small Business Economics*, 2009, Vol. 32, No. 2, pp. 129-144
- HAINES, G. H., ORSER, B. J. et RIDING, A. L., Myths and realities : an empirical study of banks and the gender of small business clients, *Revue Canadienne des Sciences de l'Administration*, 1999, Vol. 16, No. 4, pp. 291-307.
- HILL F. M., LEITCH C. M., HARRISON R. T., 'Desperately seeking finance?' The demand for finance by women-owned and -led businesses, *Venture Capital*, Avril 2006, vol 8, n°2, pp. 159-182
- HISRICH D. R., BRUSH C., The woman entrepreneur: management skills and business problems, *Journal of Small Business Management*, janvier 1984, pp. 30-37
- KIRBY D.A., Management education and small business development : an exploratory study of small firms in the U.K., *Journal of Small Business Management*, octobre 1990, p 78-87
- LEE, S. et DENSLOW, D. A study on the major problems of U.S. women-owned small businesses. *Journal of Small Business Strategy*, 2004, 15(2), pp.77-89.
- Ministère de la Jeunesse, *Manuel de procédures de gestion du PAJER-U/PIFMAS*, 2008
- MINNITI M., Female entrepreneurship and economic activity, *European Journal of Development Research*, 2010, vol. 22, 3, p 294-312
- ORHAN, M., Women business owners in France: the issue of financing discrimination, *Journal of Small Business Management*, 2001, 39(1), pp. 95 – 102.
- PERREN L., Factors in the growth of micro-enterprises (part 1): developing the framework, *Journal of Small Business and Enterprise Development*, 1999, Vol.6 n°4, pp 366-385
- République du Cameroun, *Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi*, 2010, 167p.

TCHANKAM J-P., Les financements alternatives aux très petites entreprises (TPE) : une base d'un développement durable ou un simple relais humanitaire, *Gestion 2000*, 3, mai-juin 2005, pp 167-186

TOMMO MONTHE, Partage égal des responsabilités entre les Hommes et les Femmes au Cameroun, Déclaration du Cameroun, 53e session de la Commission de la Femme, 2-13 mars 2009, 6 p.